

L'État et la révolution, Discours et contre-discours du jihad : Irak, Syrie, France soutenue par Montassir Sakhi

Résumé

Partant de trois séquences politiques contemporaines (l'antiterrorisme en France, la révolution syrienne et le gouvernement territorialisé de l'État islamique) cette thèse entend répondre aux deux questions suivantes : de quoi le *jihad* est-il le nom ? Que produit-il en lui-même et par les politiques qui lui sont opposées dans la trame du collectif ? Autrement dit, l'exploration du discours théologico-politique est menée tant via les *mots des gens* que par leur rapport au renouvellement de la gouvernamentalité moderne par l'antiterrorisme.

Partant, de multiples enquêtes ont été menées en France, en Irak, au Maroc, et à la frontière turco-syrienne : l'interlocution a ainsi été établie avec ceux qui ont émigré vers la Syrie, le tissu collectif où ils s'inséraient puis, au sein de celui-ci, parmi les témoins de l'avènement de l'État islamique et de son gouvernement devenu territorialisé à partir de l'année 2014.

Une première approche du nouage du théologico-politique prend ainsi appui sur l'actualisation historique et singulière de la tradition religieuse par la refondation de l'appareil étatique à l'heure de l'inédite brutalisation coloniale de la société irakienne. La thèse montre ainsi que le rapport du gouvernement au religieux est moins fondé sur l'exclusion – comme cela a pu être le cas dans d'autres expériences de souveraineté dans le *monde musulman* – ou l'utilitarisme – la religion comme prétexte à la domination – que sur l'imbrication permanente ; autrement dit, il s'agit bien de la fabrique de la politique moderne et nationale depuis l'investissement de la tradition religieuse.

Le propos s'attache également aux *moudjahidine* de la Révolution syrienne, dont la dimension utopique, tout en procédant depuis la même tradition islamique, s'écarte pourtant sensiblement de la rationalité étatique et nationale. Il était ainsi fondé une *société de contre-conduite*, dont l'affirmation est alors pleinement critique des mécanismes modernes du gouvernement territorial (école, prison, police, gestion frontalière, etc.).

Il est proposé en outre l'enquête conduite avec les familles françaises de *ceux qui sont partis*, éclairant ainsi d'un jour nouveau la réaffirmation de l'homogène national et de la raison d'État à partir d'une politique s'affirmant contre-jihadiste.

Ainsi est-il proposé la lecture d'une séquence aussi territorialisée que bornée historiquement (2011-2017) : la thèse entend mettre en lumière la variété et la profondeur des expérimentations collectives qui y prennent forme par l'instruction de leurs rapports respectifs aux figures de l'État, de la guerre et de la révolution.

Vu, le directeur de Thèse



Bezunesh Tamru
Directrice de l'ED
Sciences Sociales